



APPEL DES MAIRES

DE GAUCHE ET ECOLOGISTES VAL-DE-MARNAIS

Partout faisons entendre la voix des citoyen.ne.s et obtenons un référendum sur la réforme des retraites.

En mars dernier, à notre invitation, plus de 700 élu.e.s ont signé un appel au gouvernement pour demander le retrait du projet de loi sur les retraites. Comme l'immense majorité du pays, nous attendions la réunion du Conseil constitutionnel du 14 avril.

Il a rendu sa décision. Le Conseil constitutionnel valide l'essentiel de la réforme et le report à 64 ans de l'âge légal de départ à la retraite. Seconde décision moins attendue, il rejette le principe d'organisation d'un référendum d'initiative partagée, mais devra cependant se prononcer le 3 mai prochain sur une seconde procédure de déclenchement de référendum. Dès ces conclusions connues, l'Intersyndicale et de nombreux responsables politiques ont demandé au Président de la République de ne pas promulguer la loi et d'ouvrir enfin le dialogue qu'il n'a jamais mené.

Le lendemain, en nous réveillant, nous avons découvert sa réponse : une loi promulguée quelques heures après sa validation par le Conseil constitutionnel, coupant court à tout débat.

Pour la première fois dans l'histoire de la Vè République, il est fait usage - certes légal - d'articles de la Constitution, qui au final, altèrent la sincérité des débats selon nous. L'Exécutif ajoute le cynisme à l'autoritarisme, démontrant aussi toute sa faiblesse, face à des millions de salarié.e.s et de jeunes mobilisés, et face à l'unité syndicale depuis trois mois contre la réforme.

Les conclusions du Conseil constitutionnel et la promulgation ne changent rien au rejet massif de cette loi qui va rendre plus difficile la vie de millions de salarié.e.s. Au contraire, cette décision et l'attitude du gouvernement ont ancré l'idée que notre pays vit une crise sociale et démocratique majeure.

Avant la prochaine réunion du Conseil constitutionnel le 3 mai, le 1er mai trouvera plus que jamais son sens, dans la lutte des travailleuses et des travailleurs pour faire respecter leurs voix et leurs droits.

Nous restons en première ligne de cette bataille, autant sociale qu'institutionnelle. Nous appelons à intervenir pour que s'organise la grande délibération citoyenne, dont un pouvoir totalement minoritaire a voulu nous priver sur l'avenir de notre système de retraites.

Nous appelons toutes celles et ceux qui le souhaitent, à nous interpeller, dans chacune de nos villes, pour permettre l'expression la plus large de nos concitoyen.ne.s exigeant l'organisation d'un référendum.

Nous poursuivons le combat pour nos droits les plus fondamentaux, pour la République démocratique et sociale !

LES MAIRES SIGNATAIRES

Luc **CARVOUNAS**
Alfortville

Christian **METAIRIE**
Arcueil

Régis **CHARBONNIER**
Boissy-Saint-Léger

Denis **ÖZTORUN**
Bonneuil-sur-Marne

Hélène **DE COMARMOND**
Cachan

Stéphanie **DAUMIN**
Chevilly-Larue

Laurent **CATHALA**
Créteil

Jean-Philippe **GAUTRAIS**
Fontenay-sous-Bois

Marie **CHAVANON**
Fresnes

Patricia **TORDJMAN**
Gentilly

Philippe **BOUYSSOU**
Ivry-sur-Seine

Jean-Luc **LAURENT**
Le Kremlin-Bicêtre

Imène **SOUID**
Orly

Pierre **GARZON**
Villejuif

Pierre **BELL-LLOCH**
Vitry-sur-Seine